

RÉGIME DE BASE

(A, B, C, D)

Vous êtes assuré pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Si vous avez actuellement la protection d'assurance médicaments offerte par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), vous devez l'annuler.

MÉDIC en ligne

Depuis janvier 2020, vous avez la possibilité d'accéder à votre dossier MÉDIC Construction en ligne au sel.ccq.org.

Vous pouvez :

- Soumettre vos réclamations;
- Enregistrer ou modifier vos personnes à charge et y indiquer si votre conjoint détient ou non une autre assurance;
- Simuler une réclamation afin de vérifier l'admissibilité à un remboursement;
- Transmettre une demande d'estimation de frais pour obtenir l'autorisation de MÉDIC Construction avant de procéder à un achat;
- Valider, avant de consulter un professionnel en soins paramédicaux, que ce professionnel est reconnu par MÉDIC Construction.

Plusieurs de ces services sont aussi offerts sur l'application mobile.

En plus des médicaments et des soins dentaires qui peuvent déjà être remboursés directement en présentant votre carte MÉDIC Construction, les soins reçus par les professionnels de la santé en soins de la vue ou en soins paramédicaux qui utilisent le service providerConnect^{MC} pourront aussi être remboursés en direct. Ces professionnels pourront effectuer la coordination d'assurance en direct. Ainsi, le montant

que vous aurez à payer sera immédiatement ajusté. Demandez à votre professionnel de la santé s'il utilise providerConnect^{MC} afin de vous faciliter la vie!

Médicament et patient d'exception

MÉDIC Construction couvre tous les médicaments inscrits dans la Liste des médicaments de la RAMQ. Cependant, les médicaments dits d'exception sont remboursables sous certaines conditions. Selon le médicament, votre professionnel de la santé doit, soit inscrire un code sur votre ordonnance, soit remplir le formulaire « Médicament d'exception » approprié et le transmettre à MÉDIC Construction afin que la demande soit analysée.

MÉDIC Construction couvre aussi certains médicaments qui ne sont pas inscrits sur la Liste des médicaments de la RAMQ pour les personnes ayant un besoin exceptionnel (traitement d'une condition médicale grave). Votre professionnel de la santé doit transmettre une demande d'autorisation et remplir le formulaire « Patient d'exception » à MÉDIC Construction.

Dans tous les cas d'autorisation, votre dossier doit être analysé. Des délais de traitement sont donc à prévoir. Si votre dossier est autorisé, le médicament sera remboursé directement en pharmacie.

Vous désirez savoir si un médicament est couvert par MÉDIC Construction. Utilisez l'outil spécifique à ce sujet dans MÉDIC en ligne ou sur l'application mobile. Vous obtiendrez votre réponse instantanément.

Délais d'achat à respecter

Saviez-vous qu'il y a des délais à respecter entre deux achats d'un même appareil, fourniture ou équipement thérapeutique incluant les lunettes? Par exemple, pour obtenir le remboursement maximum indiqué à l'achat de lunettes, assurez-vous que 24 mois, jour pour jour, se sont écoulés entre le paiement final de vos deux achats. Vérifier votre dossier dans MÉDIC en ligne.

Chaussures orthopédiques

Seules les chaussures orthopédiques fabriquées sur mesure à partir d'un moulage du pied, à la suite d'un diagnostic médical et compte tenu d'une malformation structurelle qui ne peut être corrigée par un autre type de chaussure orthopédique, pourront faire l'objet d'une couverture d'assurance. **Une autorisation préalable est requise; vous devez faire parvenir une demande d'estimation à MÉDIC Construction.**

Utilisation des heures en réserve

Pour la période d'assurance de janvier à juin 2021, la période de référence (cumul des heures) était du 1^{er} mars au 29 août 2020. Advenant que les heures travaillées après la réouverture des chantiers soient insuffisantes pour obtenir le régime d'assurance que vous aviez à la période précédente, soit celle de juillet à décembre 2020, le Comité sur les avantages sociaux de l'industrie de la construction (CASIC) a déterminé que seules les heures en réserve seront considérées pour remplacer les heures non travaillées pendant cette période. Ainsi, tous les salariés ayant une réserve d'heures pourront l'utiliser afin de conserver le régime d'assurance de la période précédente ou le meilleur régime inférieur.

Les conditions pour être assuré

Pour chaque heure de travail que vous effectuez sur un chantier, votre employeur verse une cotisation qui servira à vous assurer. Toutefois, vous devez avoir travaillé un minimum de 300 heures pour être assuré par un régime de base. Par exemple, vos heures travaillées de mars à août 2020 sont utilisées pour déterminer votre régime d'assurance du 1^{er} janvier au 30 juin 2021.

Si vous avez plus d'heures que requis pour être assuré, le surplus est mis en réserve à votre nom. Si au cours d'une période de référence, vous n'accumulez pas un nombre d'heure suffisant, les heures de votre réserve sont utilisées pour maintenir votre assurance selon le régime **A, B, C** ou **D** dont vous avez bénéficié à la période précédente (les heures en réserve **ne servent pas à améliorer** votre couverture d'assurance). Si vous n'êtes pas assuré, vous perdez les heures de la période de référence et les heures de votre réserve, à certaines conditions.

Pour certains métiers ou occupations, les employeurs versent une cotisation supplémentaire prévue par les conventions collectives qui permet à ces travailleurs d'obtenir des protections additionnelles. Cependant, pour obtenir ces protections supplémentaires, vous devez être assuré par un régime de base (A, B, C ou D) et avoir le montant requis de cotisations supplémentaires selon ce régime de base.

MÉDIC Construction offre aussi des régimes d'assurance aux retraités de l'industrie. Pour y être admissible, vous devez être assuré par un des régimes A, B, C ou D de base ou supplémentaire et avoir accumulé au moins 21 000 heures au régime de retraite avant de prendre votre retraite.

Lorsque vous adhérez aux régimes d'assurance aux retraités, vos heures travaillées et celles en réserve diminuent la prime que vous devez payer.

La déclaration de vos personnes à charge

Pour que votre conjoint et vos enfants puissent obtenir le remboursement de leurs frais médicaux admissibles, vous devez remplir le formulaire « Déclaration ou mise à jour des personnes à charge » et fournir les documents requis. Vous pouvez aussi faire votre déclaration en complétant votre dossier en ligne au sel.ccq.org.

Un enfant âgé de 18 ans et plus, mais de moins de 26 ans, qui est aux études à temps plein et qui fréquente un établissement scolaire reconnu par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur peut être reconnu à votre charge. Lorsqu'il est reconnu, votre enfant a droit au remboursement de ses soins médicaux. Notez que seul l'enfant âgé de moins de 21 ans a droit au remboursement de ses soins dentaires.

Pour les enfants à charge de 22 ans et plus, à moins de 26 ans, vous devez remplir et signer le formulaire « Attestation de fréquentation scolaire » et fournir une confirmation de fréquentation scolaire obtenue de l'établissement scolaire **après le début des cours**, pour chacune des sessions d'études d'automne et d'hiver. Habituellement, l'attestation fournie pour la session d'hiver permet de reconnaître l'enfant à charge du 1^{er} janvier au 31 août; celle fournie pour la session d'automne permet de le reconnaître du 1^{er} septembre au 31 janvier de l'année suivante.

Note : Pour les enfants de 18 à 21 ans, l'attestation de fréquentation scolaire n'est pas obligatoire, mais elle peut être demandée par MÉDIC Construction à des fins de vérification.

MÉDIC Construction exige que tous ses assurés (salarié ou retraité) déclarent les protections d'assurance de leur

conjoint. Vous devez utiliser le formulaire « Déclaration des protections d'assurance du conjoint » pour fournir les renseignements requis à la CCQ. Si votre conjoint n'a pas de couverture d'assurance, il est très important de l'indiquer à MÉDIC Construction afin d'obtenir le remboursement de ses frais.

Vous pouvez aussi faire votre déclaration en complétant votre dossier en ligne au sel.ccq.org.

Tant que votre dossier n'est pas complet, la reconnaissance de votre conjoint ou de vos enfants à charge est retardée et les remboursements des dépenses faites en leur nom sont mis en attente ou refusés.

Il est également important d'informer la CCQ de tout changement au statut de vos personnes à charge. Vous pourriez être obligé de rembourser les montants payés par le régime d'assurance pour les dépenses effectuées pour une personne qui n'est plus à votre charge (exemple : lorsqu'une personne cesse d'être votre conjoint).

La déclaration de vos bénéficiaires désignés

Vos personnes à charge ne sont pas automatiquement vos bénéficiaires désignés pour l'assurance vie c'est-à-dire les personnes qui recevront le paiement de votre assurance vie à votre décès.

De la même façon, lorsque vous retirez des personnes à charge de votre dossier d'assurance pour les réclamations, elles ne sont pas automatiquement retirées de la liste de vos bénéficiaires désignés pour l'assurance vie.

Pour informer la CCQ lorsque vous voulez modifier vos bénéficiaires (ajout ou retrait), vous devez remplir et signer le formulaire « Désignation et révocation de bénéficiaire (assurance vie seulement) » et le faire parvenir à l'adresse qui y est indiquée. Aucune désignation ou révocation ne peut être effectuée par téléphone. Le formulaire est disponible sur le site Web ccq.org.

Pour en savoir davantage sur les régimes d'assurance et les conditions d'assurabilité

Consultez la section MÉDIC Construction du site Web ccq.org.

Communiquez avec le service à la clientèle en composant le **1 888 842-8282**.

Nos préposé(e)s se feront un plaisir de vous répondre et de vous acheminer la documentation appropriée.

ASSURANCE MALADIE

À moins d'indication contraire, le salarié et ses personnes à charge (conjoint et enfants à charge) bénéficient des protections d'assurance maladie suivantes selon les proportions ou limites indiquées.

RÉGIME DE BASE

	A	B	C	D
Hospitalisation (chambre d'hôpital pour soins actifs)* maximum payé * <i>Hôpital doté de services d'urgence et de chirurgie.</i>	75 \$ / jour	75 \$ / jour	75 \$ / jour	75 \$ / jour
Médicaments autorisés (substitution générique obligatoire/biosimilaire) ⁽¹⁾ franchise par période d'assurance remboursement à remboursement possible jusqu'à 100 % lorsqu'est atteint le plafond annuel de	aucune 85 % 850 \$ / famille	20 \$ / famille 75 % 850 \$ / famille	30 \$ / famille 70 % 850 \$ / famille	40 \$ / famille 70 % 850 \$ / famille
Soins de la vue Attention : Le remboursement dépend du régime d'assurance dont vous bénéficiez lorsque vous avez payé le montant total de votre achat c'est-à-dire lorsque le solde de votre facture est à 0,00 \$. Examen de la vue salarié maximum remboursé par 24 mois conjoint maximum remboursé par 24 mois enfant à charge maximum remboursé par 12 mois	70 \$ 70 \$ 70 \$	70 \$ 70 \$ 70 \$	70 \$ 70 \$ 0 \$	70 \$ 0 \$ 0 \$
Lunettes et lentilles (incluant lentilles intraoculaires) salarié maximum remboursé par 24 mois conjoint maximum remboursé par 24 mois enfant à charge maximum remboursé par 24 mois	300 \$ 300 \$ 300 \$	200 \$ 200 \$ 200 \$	100 \$ 100 \$ 0 \$	0 \$ 0 \$ 0 \$
Lunettes de sécurité (avec ordonnance) salarié maximum remboursé par 12 mois	250 \$	250 \$	250 \$	250 \$
Frais pour correction de la vision par la chirurgie salarié et conjoint remboursement à maximum à vie par personne	60 % 2 000 \$	60 % 1 500 \$	60 % 1 000 \$	0 % 0 \$
Soins paramédicaux ⁽²⁾ (*régime C : salarié seulement) Limite : une visite par jour par professionnel maximum remboursé chiropraticien par visite radiographies – chiropraticien par période par personne physiothérapeute par visite acupuncteur par visite audiologiste par visite psychologue, orthophoniste par visite podiatre, podologue par visite travailleur social par visite médecine douce maximum 10 visites par période par personne pour l'ensemble des 6 professionnels suivants : naturopathe par visite ostéopathe par visite massothérapeute, kinésithérapeute, orthothérapeute, kinothérapeute par visite (pour chacun de ces 4 professionnels, une recommandation médicale distincte est requise; elle est valide 12 mois à compter de la date de signature du médecin)	35 \$ 45 \$ 50 \$ 45 \$ 55 \$ 70 \$ 50 \$ 65 \$ 40 \$ 55 \$ 45 \$	27 \$ 35 \$ 40 \$ 35 \$ 45 \$ 55 \$ 40 \$ 55 \$ 30 \$ 45 \$ 35 \$	24 \$* 28 \$* 30 \$* 27 \$* 40 \$* 40 \$* 40 \$* 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$	0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$ 0 \$
Remboursement maximum pour l'ensemble des soins paramédicaux incluant la médecine douce (par période d'assurance) salarié chacune des personnes à charge	1 000 \$ 1 000 \$	700 \$ 700 \$	460 \$ 0 \$	0 \$ 0 \$

⁽¹⁾ Si vous choisissez de prendre un médicament original sans que cela soit médicalement requis, la différence entre le prix du médicament original et celui du médicament générique au prix le plus bas sera exclue du plafond annuel et sera entièrement à vos frais. En règle générale, si un médicament biologique vous est prescrit à compter de 2020, vous serez dirigés vers un médicament biosimilaire lorsqu'un tel médicament existe.

⁽²⁾ Les soins prodigués par des proches parents du patient ne sont pas couverts. Le thérapeute doit être membre d'une association reconnue par MÉDIC Construction.

ASSURANCE MALADIE (SUITE)

À moins d'indication contraire, le salarié et ses personnes à charge (conjoint et enfants à charge) bénéficient des protections d'assurance maladie suivantes selon les proportions ou limites indiquées.

RÉGIME DE BASE

		A	B	C	D
Appareils auditifs	maximum remboursé par 36 mois piles pour appareils auditifs/maximum remboursé par 12 mois	500 \$ 50 \$	500 \$ 50 \$	500 \$ 50 \$	500 \$ 50 \$
Frais de laboratoire, imagerie médicale	remboursement à maximum remboursé par personne par 12 mois	90 % 427,50 \$	90 % 427,50 \$	90 % 337,50 \$	90 % 337,50 \$
Rapports médicaux exigés par la CCQ	remboursement à maximum remboursé	90 % 27 \$ / rapport	90 % 27 \$ / rapport	90 % 27 \$ / rapport	90 % 27 \$ / rapport
Soins dentaires à la suite d'un accident (à des dents saines et naturelles)	remboursement à frais	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*
Chirurgie plastique à la suite d'un accident	remboursement à frais	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*
Fournitures médicales prescrites prévues au régime (béquilles, chaussures orthopédiques, orthèses, etc.)	remboursement à frais	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*	90 % admissibles*
Franchises pour chaussures orthopédiques :					
Salarié et conjoint : 150 \$ par paire					
Enfant à charge : 100 \$ par paire					
Transport en ambulance à l'hôpital le plus proche (sur ordonnance ou en cas d'urgence)	remboursement à frais	90 % admissibles	90 % admissibles	90 % admissibles	90 % admissibles
La « Déclaration de transport des usagers » des services ambulanciers doit être fournie.					

*** Des conditions particulières et des limites s'appliquent aux remboursements des protections d'assurance.**

Avant d'effectuer un achat, une estimation des coûts ainsi qu'une recommandation médicale doivent être transmises à la Commission afin que celle-ci détermine si les frais sont remboursables.

Frais de laboratoire ou imagerie médicale : seuls les examens de diagnostic sur prescription d'un médecin sont remboursables.

Exclusions : les bilans de santé et tous les frais liés aux consultations en clinique privée ne sont pas remboursables.

Urgence médicale à l'étranger

Voir les renseignements et exclusions sur l'urgence médicale à l'étranger (pages suivantes).

A	B	C	D
max. 100 %	max. 100 %	max. 100 %	aucun

Programme Construire en santé

Comprend les services de santé suivants :

Traitement de l'alcoolisme, autres toxicomanies et jeu compulsif (remboursement à 80 %) maximum à vie par personne	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Traitement des dépressions majeures et pour personnes violentes (remboursement à 80 %) maximum à vie par personne	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Aide aux travailleurs et à leur famille (autorisation préalable requise)				
Résolution de problèmes: relations de couple, familiaux, psychologiques.				
Services d'orthopédiste ou d'ergothérapeute pour enfant de moins de 18 ans (des conditions et limites s'appliquent). nombre maximum d'heures de consultation par année civile	12 / famille	12 / famille	8 / famille	8 / famille
Cessation tabagique				
Documentation/suivi téléphonique gratuit et personnalisé	oui	oui	oui	oui
Traitement au laser (salarié et conjoint) (autorisation requise) remboursement à maximum remboursé	50 % 300 \$ à vie	50 % 300 \$ à vie	50 % 300 \$ à vie	50 % 300 \$ à vie
Interventions pré et post-opératoire ou hospitalisation (salarié seulement – autorisation préalable requise)	100 %	aucun	aucun	aucun
Suivi téléphonique personnalisé avec une infirmière Concernant des problèmes de santé chroniques tels diabète, asthme ou autres et pour des conseils sur l'adoption de saines habitudes de vie afin de perdre du poids, gérer le stress, etc.	oui	oui	oui	oui

Veillez communiquer avec **Construire en santé** avant d'engager des frais remboursables par ce programme.

ASSURANCE DENTAIRE

Médic Construction utilise les tarifs de l'année 2021 des associations des chirurgiens-dentistes et des denturologistes du Québec. Une réclamation d'assurance dentaire doit être effectuée au plus tard un an après l'événement y donnant droit sinon elle sera refusée.

RÉGIME DE BASE

	A	B	C	D
Franchise par famille par période d'assurance	aucune	20 \$	45 \$	
Salarié et conjoint				AUCUN REMBOURSEMENT
Diagnostic, prévention, traitement mineur (obturation, extraction, etc.) remboursement à maximum par personne par période	90 % 600 \$	80 % 600 \$	60 % 600 \$	
Parodontie (périodontie), endodontie Restaurations majeures (dentier, couronne, etc.) ⁽²⁾	80 % } 70 % } 1 000 \$ ⁽¹⁾	70 % } 60 % } 850 \$ ⁽¹⁾	60 % } aucun } 500 \$ ⁽¹⁾	
Enfant à charge de moins de 21 ans				
Diagnostic, prévention, traitement mineur (obturation, extraction, etc.) remboursement à maximum par enfant par période	90 % 600 \$	80 % 600 \$	60 % 600 \$	
Parodontie (périodontie), endodontie Restaurations majeures (dentier, couronne, etc.) ⁽²⁾	80 % } 70 % } 1 300 \$ ⁽¹⁾	70 % } 60 % } 1 150 \$ ⁽¹⁾	60 % } aucun } 500 \$ ⁽¹⁾	
Orthodontie ⁽²⁾ (Plan de traitement obligatoire)	remboursement à maximum à vie par enfant 60 % 2 000 \$	remboursement à maximum à vie par enfant 50 % 1 500 \$	remboursement à maximum à vie par enfant aucun -	

⁽¹⁾ Maximum par personne par période d'assurance.

⁽²⁾ Les frais de laboratoire dentaire sont limités à 50 % des honoraires admissibles du dentiste ou du denturologiste.

Une limite de temps s'applique pour le remboursement de plusieurs soins dentaires. Par exemple, l'examen buccal de rappel est remboursable par période de 9 mois; certains soins de parodontie sont limités à un soin par dent par période de 5 ans. Le dépliant « Le programme de soins dentaires » fournit des renseignements plus complets, notamment sur les périodes de remboursement et les soins non couverts.

Restaurations majeures

- Nous vous conseillons de demander une estimation du remboursement. Pour le paiement direct, l'estimation préalable est obligatoire.
- L'achat et le remplacement de prothèses fixes ou amovibles (couronnes, dentiers, facettes, ponts, etc.) sont remboursables une fois aux 5 ans de la date de la mise en bouche.

Orthodontie

- Le montant du remboursement des frais d'orthodontie est basé sur le régime d'assurance dont vous bénéficiez le jour de la mise en bouche de l'appareil orthodontique.
- Les frais d'orthodontie ne sont pas remboursables en paiement direct en présentant la carte MÉDIC Construction.

ASSURANCE VIE ET MUTILATION ACCIDENTELLE

À compter de la période d'assurance suivant le 70^e anniversaire du salarié, les montants pour décès accidentel et pour mutilation accidentelle cessent.

RÉGIME DE BASE

	A		B		C		D	
	- 65 ans	+ 65 ans	- 65 ans	+ 65 ans	- 65 ans	+ 65 ans	- 65 ans	+ 65 ans
Prestation au décès								
du salarié avec personnes à charge	25 000 \$	12 500 \$	20 000 \$	10 000 \$	15 000 \$	7 500 \$	10 000 \$	5 000 \$
du salarié sans personne à charge	16 000 \$	12 500 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	7 500 \$	5 000 \$	5 000 \$
du conjoint	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$
d'un enfant à charge	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$
Montant additionnel pour décès accidentel du salarié	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	5 000 \$	5 000 \$
Prestation maximale pour mutilation accidentelle complète et définitive du salarié (Selon la perte subie, le montant payable varie entre 0 \$ et le maximum indiqué)	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	5 000 \$	5 000 \$

+ 65 ans : débute à la période d'assurance suivant le 65^e anniversaire du salarié.

ASSURANCE SALAIRE ET CRÉDITS D'HEURES

RÉGIME DE BASE

Les prestations d'assurance salaire sont payables au salarié seulement.

		A	B	C	D
Assurance salaire					
Prestations de courte durée (par semaine)					
	moins de 4 000 heures*	380 \$	380 \$	380 \$	aucune
	de 4 000 à moins de 6 000 heures*	460 \$	460 \$	460 \$	aucune
	6 000 heures ou plus*	515 \$	515 \$	515 \$	aucune
* Heures travaillées accumulées au régime de retraite avant le début de l'invalidité.					
Prestations de longue durée (par mois)					
	6 000 heures ou plus**	1 625 \$	1 375 \$	1 275 \$	aucune
**Heures travaillées accumulées au régime de retraite avant la 53 ^e semaine d'invalidité.					

Note : Les prestations payables et les conditions d'admissibilité varient selon la date de début de l'invalidité.

- L'assurance salaire de courte durée (indemnité hebdomadaire) se termine au plus tard le dernier samedi du mois au cours duquel le salarié atteint l'âge de 65 ans.
- L'assurance salaire de longue durée (indemnité mensuelle) se termine au plus tard lorsque le salarié atteint l'âge de 60 ans.
 - Dans les cas où l'invalidité débute à 58 ou 59 ans, d'autres conditions s'appliquent.
- Aucune indemnité n'est payée pour une période se terminant plus de 30 jours avant la date à laquelle la demande de prestations est soumise.
- Toute demande d'assurance salaire doit être transmise à la CCQ au plus tard un an après la date de l'événement y donnant droit, sinon elle sera refusée.
- Le salarié de la construction est généralement couvert par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (CNESST). Cependant, une personne qui ne l'est pas n'a pas droit à l'assurance salaire en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle. Elle peut toutefois avoir droit à des crédits d'heures.
- Le salarié de la construction est généralement couvert par la Loi sur l'assurance-emploi (EDSC). Cependant, la personne qui ne reçoit pas de prestations d'assurance-emploi pour maladie parce qu'elle n'a pas effectué un travail assurable en vertu de cette loi n'a pas droit au paiement de l'indemnité hebdomadaire (courte durée) durant les 16 premières semaines qui suivent le début de son invalidité. Elle peut toutefois avoir droit à des crédits d'heures.

Crédits d'heures

- Différentes situations telles qu'une invalidité, un retrait préventif, un congé de maternité ou de paternité, un congé pour les parents de jeunes victimes de crimes, un congé pour proches aidants d'enfants ou proches aidants d'adulte ou un congé de compassion pourraient vous donner droit à des crédits d'heures qui vous permettront de demeurer assuré. Les demandes de crédits d'heures doivent être effectuées au plus tard un an après la date de l'événement y donnant droit.
- Les crédits d'heures sont automatiquement inscrits à votre dossier lorsque vous recevez des prestations d'assurance salaire. Dans tous les autres cas, vous devez en faire la demande. Communiquez avec la CCQ ou consultez le site Web ccq.org pour obtenir le formulaire requis.

Avances d'indemnités

- Vous pourriez avoir droit à des prestations lorsque vous contestez certaines décisions de la CNESST ou de la SAAQ, ou lorsque ces organismes tardent à rendre une décision sur votre dossier.

CONDITIONS PARTICULIÈRES, LIMITES OU EXCLUSIONS

Une réclamation d'assurance doit être effectuée au plus tard un an après l'événement y donnant droit sinon elle sera refusée.

Le présent document est produit et diffusé uniquement à des fins d'information. Seul le

Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction [chap. R-20, r. 10] publié par l'Éditeur officiel du Québec a une valeur officielle et juridique.

Ainsi, il a préséance sur les informations contenues au présent document. Le règlement est accessible sur le site Web de la CCQ, sous la rubrique MÉDIC Construction.

Bien que le masculin soit utilisé, les mots relatifs aux personnes désignent aussi bien les femmes que les hommes.

English copy available on request.

Les associations patronales et syndicales de l'industrie de la construction du Québec déterminent le règlement encadrant les avantages sociaux.

Associations et corporations



Syndicats



URGENCE MÉDICALE À L'ÉTRANGER



Si vous êtes assuré par l'un des régimes A, B ou C, vous et vos personnes à charge bénéficiez du programme d'urgence médicale à l'étranger. Le régime D n'offre pas cette protection. Le programme d'urgence médicale à l'étranger ne s'applique pas à une personne qui n'est pas assurée par un régime d'assurance public au Canada (par exemple, celui de la Régie de l'assurance maladie du Québec – RAMQ).

En cas d'urgence médicale ou d'accident automobile à l'extérieur du Québec, vous devez communiquer avec MÉDIC Construction avant d'engager des frais. Les numéros de téléphone à composer sont les suivants :

- Au Canada (hors Québec) et aux États-Unis : 1 800 461-8686
- Ailleurs dans le monde (à frais virés) : 514 341-7155

Ces numéros sont également inscrits au verso de votre carte MÉDIC Construction. Après nous avoir rapporté votre urgence, vous devez nous appeler à nouveau si votre état de santé se détériore.

EXCLUSIONS

Le programme d'urgence médicale à l'étranger vous couvre quelle que soit votre condition médicale. **Important** : Les frais reliés à une condition médicale pour laquelle la personne est dans l'attente, avant son départ en voyage, d'un traitement à l'hôpital, d'une opération, d'une chirurgie ou d'une greffe, ne sont pas remboursés. Cependant, si cette personne a reçu l'autorisation de son médecin traitant d'effectuer son voyage, ces frais pourraient être remboursés s'ils ont été engagés à la suite d'une urgence. Vous devez acheminer une copie de cette autorisation à MÉDIC Construction avant votre départ.

Le programme d'urgence médicale à l'étranger ne couvre pas les accidents résultant de la pratique de certaines activités comme le vol plané, le vol libre, l'alpinisme, le parachutisme, le saut à l'élastique (« bungee »), le rodéo, etc.

Le programme couvre certaines dépenses reliées au transport d'un hôpital à un autre ou pour le retour au Québec. Certains autres frais peuvent également être remboursés.

NOTE : La CCQ peut décider d'organiser le retour au Québec de la personne malade ou blessée. Si cette personne refuse de revenir au Québec, les frais qu'elle engage par la suite ne sont pas remboursés.

Consultez le dépliant « Le programme d'urgence médicale à l'étranger » pour obtenir plus de renseignements sur les protections offertes et les exclusions.

MÉDIC Construction ne rembourse pas les frais médicaux engagés dans un endroit (par exemple : un pays, une région ou un bateau de croisière) pour lequel le gouvernement du Canada a diffusé, avant le départ de la personne assurée, les avertissements « éviter tout voyage » ou « éviter tout voyage non essentiel » sur son site Web, à moins que MÉDIC Construction ait autorisé le voyage avant le départ.

Les frais d'une personne assurée qui se trouve déjà en voyage au moment où le gouvernement du Canada diffuse un avertissement relatif à sa destination sont également exclus, sauf si cette personne démontre avoir pris tous les moyens raisonnables pour revenir au Québec dans les meilleurs délais et que ces frais ont été approuvés au préalable par MÉDIC Construction ou son mandataire.

Les **frais admissibles** à un remboursement sont ceux qui excèdent les frais remboursés par les régimes publics.

Tous les **frais hospitaliers et médicaux**, autorisés par la CCQ, engagés à la suite d'un accident ou d'une urgence qui nécessite une hospitalisation **sont remboursés à 100 %**.

Les frais engagés pour toutes les **consultations médicales à la suite d'un accident sont remboursés à 100 %**. La première consultation doit avoir lieu dans les 30 jours suivant la date de l'accident.

Les frais engagés pour une **consultation médicale à la suite d'une urgence qui n'est pas reliée à un accident** et ceux reliés aux 3 premières visites de contrôle ou de rappel pour cet événement **sont remboursés à 80 %**. Les consultations suivantes ne sont pas couvertes par le programme d'urgence médicale à l'étranger.

Tous les autres **frais médicaux** (exemples : médicaments, soins dentaires, frais de laboratoire, etc.) sont remboursés selon le régime détenu par l'assuré, comme s'ils avaient été engagés au Québec.

Pour obtenir le remboursement des frais de consultation médicale, procédez comme suit :

- 1 Remplissez le formulaire « Demande de remboursement pour des services couverts à l'extérieur du Québec » que vous obtenez de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).
- 2 Expédiez ce formulaire et l'original de vos reçus à la RAMQ. Conservez une photocopie de vos reçus.
- 3 Après étude de votre demande, la RAMQ vous enverra un avis de paiement ou un avis de refus. Si la RAMQ ne vous a pas remboursé à 100 %, remplissez le formulaire « Demande d'indemnisation pour frais médicaux et soins professionnels » de MÉDIC Construction et faites-le parvenir à la CCQ, accompagné de l'avis reçu de la RAMQ et des photocopies de vos reçus.

Certaines limites, conditions et exclusions s'appliquent. Entre autres, les frais reliés à un accident de travail ou à une maladie professionnelle ne sont pas couverts.



RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Vous pouvez communiquer avec le service à la clientèle de la CCQ pour obtenir des renseignements complémentaires ou des exemplaires des différents formulaires. Ces derniers sont également disponibles sur le site Web ccq.org.

DEMANDEZ ÉGALEMENT LES DÉPLIANTS SUIVANTS :

- Le programme d'urgence médicale à l'étranger
- Construire en santé
- Le programme de soins dentaires
- Les protections d'assurance salaire, les crédits d'heures et le maintien d'assurance
- Les avances d'indemnités (en cas d'invalidité)
- La carte MÉDIC Construction
- Les conditions d'assurabilité